



DÉBATS DU SÉNAT

2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE • VOLUME 149 • NUMÉRO 132

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

L'Agence canadienne d'inspection
des aliments—Le manque d'inspecteurs—
La sécurité alimentaire

Question de

l'honorable Claudette Tardif

Le jeudi 2 avril 2015

LE SÉNAT

Le jeudi 2 avril 2015

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION
DES ALIMENTS—LE MANQUE D'INSPECTEURS—
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'honorable Claudette Tardif : Honorables sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat.

Le 31 mars dernier, le Syndicat de l'agriculture a sonné l'alarme sur le démantèlement des mesures de sécurité des aliments en raison du manque d'inspecteurs à l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

[Traduction]

Pendant une conférence de presse qui s'est tenue à Edmonton, le président du Syndicat de l'agriculture, qui représente les inspecteurs des viandes du Canada, a déclaré que le manque criant d'inspecteurs mettait en péril la sécurité des consommateurs de l'ensemble du pays. Les usines de transformation du Nord de l'Alberta devraient compter 18 spécialistes de l'inspection de l'hygiène des viandes, mais il n'y en a que 12 à l'heure actuelle. Les données sont semblables dans la région de Calgary. Le président du syndicat a dit ceci :

Le gouvernement parle beaucoup de la protection des Canadiens. J'espère qu'il réalise que la protection ne se résume pas à des données théoriques.

Des vies sont en jeu : le risque que des gens meurent est réel.

Il a ajouté que certains inspecteurs sont extrêmement préoccupés par les normes de sécurité de plus en plus souples. Il a déclaré :

Ils n'arrivent plus à faire face à la pression.

[Français]

Selon M. Kingston, le syndicat soulève la question d'une pénurie dans le secteur des inspections depuis plus d'un an. Au lieu de pourvoir les postes d'inspecteur vacants, le gouvernement a décidé de réduire les activités d'inspection.

Monsieur le leader, comment le gouvernement peut-il garantir le bien-être des Canadiens dans de telles conditions?

L'honorable Claude Carignan (leader du gouvernement) : Je vous remercie, sénatrice, de votre question. Permettez-moi de souligner que le Conference Board du Canada a classé notre système d'assurance de la salubrité des aliments au premier rang parmi les 17 pays de l'OCDE, y compris les États-Unis. En outre, comme la ministre Ambrose l'a déjà indiqué, les commentaires du syndicat dans ce dossier sont inexacts.

• (1350)

Ils minent de façon irresponsable la confiance de la population à l'égard de la sécurité alimentaire. Comme je l'ai déjà dit, le financement accordé pour la sécurité alimentaire demeure l'un des plus élevés dans l'histoire du Canada. Je rappelle que le Plan d'action économique de 2014 prévoit l'embauche de 200 inspecteurs de première ligne supplémentaires pour assurer la salubrité des aliments. Comme vous le savez, sénatrice, et le syndicat le sait pertinemment aussi, les procédures qui visent les produits d'exportation sont différentes, pour des raisons liées au commerce et non à la sécurité, lorsqu'on parle, entre autres, de certification en

matière d'étiquetage ou de classification des coupes et des catégories. Donc, je crois qu'il faut mettre les pendules à l'heure.

[Traduction]

La sénatrice Tardif : En 2013, le gouvernement fédéral a promis de renforcer le système d'assurance de la salubrité des aliments à la suite de l'écllosion de la bactérie *E. coli* à l'usine de l'entreprise XL Foods située à Brooks, en Alberta. Cette situation avait rendu malades 18 personnes et entraîné le plus important rappel de viande de bœuf de l'histoire du pays.

N'oublions pas l'écllosion de listériose survenue en 2008. Vingt-deux personnes sont décédées après avoir mangé des charcuteries contaminées qui provenaient de l'usine des Aliments Maple Leaf de Toronto.

Le rapport Weatherill, publié en 2009, a souligné que la pénurie d'inspecteurs et l'absence de formation étaient des facteurs qui avaient contribué à la catastrophe des Aliments Maple Leaf.

Pour reprendre les paroles de Marianne Hladun, vice-présidente régionale exécutive pour les Prairies à l'Alliance de la fonction publique du Canada, le gouvernement a peut-être oublié les conséquences de la tragédie de Maple Leaf, mais les Canadiens s'en souviennent encore très bien.

Pourquoi le gouvernement, en toute conscience, ne se conforme-t-il pas aux recommandations contenues dans le rapport Weatherill et ne rétablit-il pas les mesures visant à vérifier la salubrité des installations de production de viande?

[Français]

Le sénateur Carignan : Sénatrice, notre gouvernement a renforcé le système de salubrité des aliments et continuera de le faire, grâce, notamment, au Plan d'action pour assurer la salubrité des aliments au Canada que nous avons mis en place. Dans le cadre de ce plan, on prévoit des sanctions plus sévères et un contrôle amélioré en ce qui concerne la bactérie *E. coli*. De nouvelles exigences d'étiquetage de la viande et des mesures visant à contrer l'importation d'aliments insalubres ont également été mises en place. Nous avons un plan d'action, et nous continuerons d'agir.

Comme je l'ai dit, et il est bon de le répéter, le Conference Board du Canada classe notre système d'assurance de la salubrité des aliments au premier rang parmi les 17 pays de l'OCDE, y compris les États-Unis.

La sénatrice Tardif : Monsieur le leader, la viande qui est vendue aux Canadiens est soumise à moins d'activités d'inspection que celle qui est vendue sur les marchés étrangers. On accorde la priorité, désormais, à la protection des exportateurs aux dépens de la santé des Canadiens.

Le 2 janvier, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a ordonné à son personnel, au Nord de l'Alberta, de diminuer de 50 p. 100 les activités d'inspection de salubrité et de 30 p. 100 les inspections préalables à la mise en production. Le président du syndicat des inspecteurs des aliments a dit ce qui suit, et je cite :

Avec les ressources disponibles, la seule façon dont l'ACIA peut répondre aux normes américaines d'inspection, pour conserver l'accès au marché US, est de tricher sur l'inspection de la viande destinée aux consommateurs canadiens. C'est aussi simple que cela.

Effectivement, les usines de préparation de la viande destinée aux États-Unis sont inspectées aux 12 heures, alors que les usines de poulet, à Edmonton, ne sont inspectées que trois fois par semaine. Pourquoi le gouvernement réduit-il les dépenses et la dotation en personnel en matière de salubrité des aliments et met-il à risque la santé des Canadiens?

Le sénateur Carignan : Comme je viens de le dire en réponse à votre première question, et comme le syndicat le sait très bien, les procédures qui visent les produits d'exportation sont différentes, uniquement pour des raisons liées au commerce et qui n'ont rien à voir avec la sécurité. Je parle, notamment, de certification en matière d'étiquetage ou de classification des coupes et des catégories. Je pense avoir été clair, sénatrice, sur ce point.

La sénatrice Tardif : Les chiffres varient énormément entre ce que vous avez déclaré et ce que le gouvernement prévoit. Selon les projections de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, le gouvernement prévoit réduire les dépenses relatives à la salubrité des aliments de 21 p. 100 en 2016-2017. On parle donc d'une réduction de 78 millions de dollars et de l'abolition de 548 postes.

De plus, l'agence a de nouvelles responsabilités. Elle aura à réglementer 10 000 importateurs de produits alimentaires, et ce, en disposant de moins de ressources. En déplaçant les ressources pour répondre aux demandes liées au commerce international, on risque de nuire à la salubrité des aliments à l'intérieur du pays.

Le gouvernement a choisi de réduire les inspections liées à la salubrité des aliments et, aujourd'hui, les Canadiens souffrent des conséquences de ce choix, d'après ce qu'ont rapporté les gens sur le terrain.

Monsieur le leader, c'est une situation très sérieuse. L'Agence canadienne d'inspection des aliments doit disposer des ressources nécessaires pour garantir la salubrité des aliments au Canada. Que fera le gouvernement et quand remédiera-t-il à cette situation alarmante?

Le sénateur Carignan : Il y a un fait sur lequel on doit s'entendre. Nous nous classons au premier rang des 17 pays de l'OCDE en matière de salubrité. Cette donnée provient du Conference Board.

Je vous invite à être prudente en faisant vôtres les propos du syndicat. Comme je l'ai dit, les commentaires du syndicat dans ce dossier sont inexacts et minent de façon irresponsable la confiance de la population à l'égard de la salubrité et de la sécurité alimentaire. Je vous invite à vous distancier de ces propos.

Je rappelle que le financement accordé à la sécurité alimentaire demeure aux niveaux les plus élevés de l'histoire du Canada. Dans le cadre du Plan d'action économique de 2014, contre lequel vous avez voté, on prévoit l'embauche de 200 inspecteurs supplémentaires de première ligne en matière de salubrité des aliments.

La sénatrice Tardif : Les projections mises de l'avant par l'Agence canadienne d'inspection des aliments soutiennent qu'il y aura une réduction budgétaire de l'ordre de 78 millions de dollars en 2016-2017 et que 548 postes seront éliminés. Prétendez-vous que ces chiffres, transmis par l'agence, ne sont pas justes?

Le sénateur Carignan : Je dis que le Plan d'action économique de 2014 prévoit l'embauche de 200 inspecteurs supplémentaires de première ligne. Si des déplacements, des éléments ou des procédures visant les produits d'exportation sont différents, c'est pour des raisons liées au commerce, et non à la sécurité. Je vous invite de nouveau à vous distancier des propos et commentaires tenus par le syndicat, car ces commentaires sont inexacts et, malheureusement, ils minent de façon irresponsable la confiance de la population dans le système alimentaire.

La sénatrice Tardif : Ces données ne proviennent pas du syndicat, mais sont tirées du budget proposé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Les 200 nouveaux postes d'inspecteur s'ajoutent-ils aux 548 postes qui seront éliminés?

• (1400)

Le sénateur Carignan : Sénatrice, comme je l'ai dit, le Plan d'action économique du Canada de 2014 prévoit l'embauche de 200 inspecteurs de première ligne supplémentaires. Je crois avoir été clair.
